

20260410 InfoMigrants

<https://www.infomigrants.net/fr/post/70747/obtenir-lasile-na-rien-change--a-mayotte-des-refugies-bloques-dans-les-limbes-administratives-35>

[Grand angle](#)



Dans le camp de Tsoundzou, à Mayotte, le 5 avril 2026. Crédit : Romain Philips / InfoMigrants

"Obtenir l'asile n'a rien changé" : à Mayotte, des réfugiés bloqués dans les limbes administratives (3/5)

Par [Charlotte Boitiaux](#) [Romain Philips](#)

Après avoir reçu une réponse positive à leur dossier d'asile, des "centaines" de réfugiés statutaires à Mayotte se retrouvent dans une impasse : ils ne reçoivent pas leur titre de séjour, un sésame administratif pourtant indispensable pour chercher un logement ou un travail sur le sol mahorais. En cause : les bugs de l'ANEF, cette plateforme incontournable pour la régularisation des étrangers. En attendant une solution, la vie de ces réfugiés est à l'arrêt. Reportage.

Charlotte Boitiaux et Romain Philips, envoyés spéciaux à Mayotte,

Avec son petit pull jacquard sans manche et son pantalon en coton beige impeccablement repassé, Moïse détonne avec les autres occupants de Tsoundzou 2, le plus grand campement informel de Mayotte, situé au sud de Mamoudzou, chef-lieu de l'île. Ses vêtements ne sont pas tachés de boue. "Je ne vis pas ici, je suis passé voir des amis", annonce-t-il au bout de quelques minutes, aux côtés de deux camarades demandeurs d'asile. "Je suis réfugié".

Moïse est Congolais, originaire du Sud-Kivu, et issu d'une minorité tutsie. Le jeune homme de 26 ans a fui "un génocide en cours contre [sa] communauté". "Je suis arrivé à Mayotte en mars 2025 et j'ai eu ma protection subsidiaire le 12 novembre 2025", annonce-t-il d'une traite, comme s'il avait appris la date par cœur. "Si je suis content ? Oui... J'ai remercié Dieu. Mais ça n'a pas été simple". C'est un euphémisme. Depuis son arrivée à Mayotte, Moïse se bat contre une administration "compliquée", dit-il. Kafkaïenne plutôt.

Lors de l'entretien, ce lundi 6 avril, Moïse n'avait toujours pas reçu son titre de séjour. Un sésame pourtant essentiel pour faire reconnaître sa régularisation sur le sol mahorais. "Je n'ai que le papier [de la CNDA, Cour nationale du droit d'asile, ndlr] qui m'annonce que je suis reconnu réfugié sous protection subsidiaire, mais ça ne vaut rien", lâche-t-il.

"La police m'a dit que la réponse à ma demande d'asile n'était pas un papier administratif valable"

Il y a quelques semaines, "la police m'a arrêté et contrôlé, je leur ai présenté ce document, ils m'ont dit que c'était un papier judiciaire, pas administratif. Ils voulaient voir mon titre de séjour ou au moins un récépissé officiel affirmant que j'étais réfugié. Mais je n'avais rien d'autre". Moïse est donc emmené au centre de rétention (CRA) de Mayotte. Il risque une expulsion alors même qu'il est protégé par la France.



Moïse dans un café de Dembéné, à Mayotte, le 6 avril 2026. Crédit : InfoMigrants

"Finalement, ils m'ont libéré quelques heures plus tard". Moïse avait peu de chances d'être expulsé mais la peur était là - car à Mayotte, il le sait, les expulsions tournent à un rythme soutenu.

A lire aussi

["Presque chaque jour, l'eau recouvre le sol de ma tente" : à Mayotte, des migrants coincés dans un camp entre mangrove et océan \(2/5\)](#)

"Ici, dans le CRA, le turn over est important. On ne reste jamais longtemps", a d'ailleurs confié une source policière de Mayotte à InfoMigrants. Comprendre : beaucoup sont expulsés en quelques jours, des Comoriens généralement. Mais pas que. En 2025, un peu plus de 700 expulsions ont été réalisées par avion, selon les chiffres publiés par la préfecture de Mayotte. Impossible de savoir combien étaient Congolais. La préfecture n'a pas répondu à nos questions. Le chiffre reste trois fois plus élevé que les 225 expulsions menées en 2024, année durant laquelle 93 Congolais avaient été éloignés de force vers la RDC.

"Demande invalide"

Moïse comme beaucoup de réfugiés à Mayotte est victime de l'ANEF (administration numérique pour les étrangers en France), cette plateforme numérique incontournable pour les régularisations des étrangers. "Pour recevoir mon titre de séjour, il faut que je m'inscrive sur l'ANEF, mais quand j'essaie de me connecter, il est écrit 'demande invalide'". Le jeune homme est victime d'un bug informatique de la plateforme - [critiquée par de nombreuses associations en métropole pour ces ratés informatiques](#). "La France a reconnu que j'étais réfugié mais pas l'ANEF, c'est vraiment rageant".



Remy, au premier plan, est réfugié statutaire, mais il attend depuis huit mois son titre de séjour à Mayotte. Crédit : InfoMigrants

Rémy connaît le même souci. Congolais lui aussi, il a reçu une protection internationale en juillet 2025 par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra) - qui lui donne droit à un titre de séjour de 10 ans. Mais en neuf mois, aucun document reçu. Quand il se connecte à son compte ANEF, l'écran affiche : "Demandeur non éligible. Vous n'êtes pas reconnu comme bénéficiaire de la protection internationale".

A lire aussi

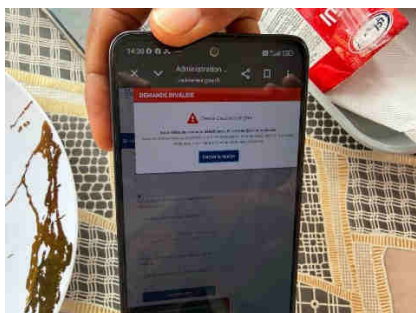
[Dématérialisation des procédures : étrangers et associations se disent désemparés face à l'ANEF, un système "qui crée des sans-papiers"](#)

Une fois protégés par l'Ofpra ou la Cour nationale du droit d'asile (CNDA), les étrangers doivent obligatoirement se connecter sur l'ANEF pour créer un dossier - et demander à recevoir le précieux sésame : le titre de séjour délivré par la préfecture. Pour Moïse, le document tant attendu est un titre de séjour portant la mention "bénéficiaire de la protection subsidiaire" d'une durée de quatre ans.

"Tout est sur pause"

Mais depuis cinq mois, la vie de Moïse* est à l'arrêt. "Sans titre de séjour, je ne peux ni trouver un emploi, ni trouver un hébergement, tout est sur pause". Actuellement, grâce à une association, il bénéficie d'une chambre dans une colocation à Tsararano, dans le canton de Dembéni, au sud de Mamoudzou. "Mais on peut me demander de partir à tout moment, rien n'est simple. En fait, je suis protégé par la France, mais je ne peux rien faire. À quoi ça sert ?"

Ce genre de souci, Alain y est confronté quotidiennement. Réfugié lui aussi depuis 2024, il a réussi à obtenir son titre de séjour et à s'intégrer sur l'île. Pour remercier son pays d'accueil "qui lui a tendu la main", il dédie désormais son temps libre à venir en aide aux "autres, qui galèrent comme j'ai pu galérer", les réfugiés "sans statut" entre autres.



Moïse montre le bug de l'ANEF qui ne reconnaît pas sa protection en tant que réfugié. Crédit : InfoMigrants

Chaque semaine, ordinateur sous le bras, Alain arpente [l'immense campement de Tsoundzou](#) pour aider les réfugiés qui se débattent - sans toujours bien parler le français - avec l'ANEF. "Il y a souvent des soucis, des blocages numériques, des problèmes de connexion. Ici, on fait du porte-à-porte avec mon équipe de bénévoles. On envoie des mails à la préfecture, on demande des rendez-vous pour débloquer des dossiers".

A lire aussi

["Mayotte, je n'en avais jamais entendu parler" : l'exil vers l'inconnu des Congolais fuyant le continent africain à tout prix \(1/5\)](#)

Ce jour-là, assis à côté de Rémy, sur un lit de camp, dans le camp de Tsoundzou, Alain tente de le rassurer. "Ce n'est jamais simple, les gens s'impatientent ici parce qu'ils ne peuvent rien faire : ni travailler, ni ouvrir des droits à la sécurité sociale par exemple. Ce n'est pas normal. L'État a quatre mois normalement pour délivrer un titre de séjour une fois la protection obtenue. À Mayotte, ce délai est souvent de neuf, voire dix mois. Certains attendent même un an. Et il n'y a pas d'associations pour les aider comme en métropole".

Alain sait ce qu'ils ressentent. Il a attendu "un an" pour obtenir un premier rendez-vous en préfecture et déposer sa demande d'asile. Et "encore un an" avant de faire appel devant la Cour nationale du droit d'asile (CNDA) pour contester un premier rejet de son dossier.



Alain et son ordinateur portable parcourt le camp de Tsoundzou pour aider les migrants dans leurs démarches administratives. Crédit : InfoMigrants

Groupes Whatsapp "ANEF M"

"Les délais sont très longs pour plusieurs raisons", reprend Alain. "Il y a eu des [blocages de collectifs citoyens devant la préfecture](#) l'année dernière. Conséquence, les services de l'État ont pris beaucoup de retard. Puis il y a eu [le cyclone Chido](#), qui a tout détruit, qui a terrassé l'antenne de l'Ofpra à Mamoudzou... Les retards n'ont jamais été rattrapés, au contraire".

S'il ne peut pas compter sur les services de l'État ou sur les associations comme Solidarité Mayotte, Moïse se repose sur Alain, évidemment, et sur ses amis, dans le même cas que lui. Il a intégré un groupe Whatsapp "ANEF M", dans lequel les 63 membres sont comme lui victimes de la plateforme pour diverses raisons. "C'est un groupe parmi tant d'autres, nous ne sommes pas que 63 à avoir des problèmes avec notre statut de réfugié. Je pense que nous sommes au moins 300 ou 400". "Des centaines de personnes, peut-être plus de 500, sont touchées", complète Alain.



Dans le camp de migrants de Tsoundzou, à Mayotte, le 7 avril 2026. Crédit : Romain Philips / InfoMigrants

Depuis cinq mois, Moïse dit envoyer "deux mails par jour" à la préfecture pour solliciter un rendez-vous en physique et enfin obtenir son titre de séjour. "Personne ne répond... Mais je ne perds pas espoir, dans ma coloc, il y a une personne qui a fini par avoir gain de cause, son compte ANEF a été débloqué !", ajoute-t-il ravi.

Contactée par InfoMigrants, la préfecture n'a pas répondu à nos questions sur ces bugs, ni sur les retards des procédures.

Partir vers la métropole, nouvelle difficulté

S'il arrive un jour à se dépêtrer de cette situation ubuesque, Moïse espère s'envoler pour la métropole. Mais là encore, rien ne sera simple. Pour obtenir un titre de voyage, il faut se tourner... vers la préfecture.

Pour l'anthropologue Alison Morano, spécialiste de Mayotte, "se rendre en métropole est un nouvel obstacle pour les réfugiés. Il faut non seulement se payer le billet d'avion mais procéder à de nombreux changements administratifs, un changement d'adresse, demander un titre de voyage. Tout cela est très difficile. Et il y a des gros blocages actuellement avec l'ANEF et ces délais énormes plongent les réfugiés dans des limbes administratives".

Pour Moïse, le parcours administratif pourrait donc s'avérer à nouveau douloureux. Qu'importe. "Je ferai ce qu'il faut pour partir de Mayotte", explique le jeune homme licencié d'agronomie dans son pays. "Ici, il y a beaucoup d'insécurité, de violences et de racisme contre les Africains", conclut-il. "On se fait agresser souvent, on m'a déjà lancé une pierre au visage, j'en garde une cicatrice. Quand je sors dans la rue j'ai peur, et ce serait bien un jour d'arrêter d'avoir peur".

**Suite à notre passage à Mayotte, Moïse a réussi à débloquer sa situation. Son compte ANEF est actif : il devrait recevoir son titre de séjour dans les mois à venir.*